PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS **DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 16 juin 2025

Le 16 juin 2025, à 18 h 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Anny MARTIN, Maire.

Nombre de membres en exercice : 17 / Quorum : 9

Etaient présents : 14 membres : Anny MARTIN, Jean-Michel VOUILLOT, Laurence DERAME, Christelle ROUSSET, Nicolas TEREINS, Annie CARRIER, Dominique DESSEAUVE, Kristine KASTRATI, Aline LEGENDRE, Christian PAPILLOUD, David ROUSSET, Sandra SALVATGE, Sophie TOINET-MARECHAL, Philippe ZABE.

Absents excusés : 3 membres : Marine WALKER (procuration à Nicolas TEREINS), Yaniv BENSOUSSAN (procuration à Jean-Michel VOUILLOT), Yannick MORETTON (procuration à Aline LEGENDRE).

Date de la convocation : 10 juin 2025.

Secrétaire de séance : Annie CARRIER.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 12 MAI 2025

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **Approuve** le procès-verbal de la séance du 12 mai 2025.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **adopte** l'ordre du jour suivant :

- ❖ Approbation du procès-verbal du 12 mai 2025
- ❖ Adoption de l'ordre du jour
- ❖ Désignation d'un secrétaire de séance
- ❖ Compte-rendu des décisions de Madame la Maire
- ❖ Présentation de la Convention Territoriale Globale (CTG)
- ❖ Proposition d'un périmètre délimité des abords (PDA) autour d'un monument historique – Ex-église Notre-Dame de la Paix
- ❖ SYANE – Plan de financement relatif à la nouvelle opération « Travaux de gros entretien reconstruction d'éclairage public – Programme 2025 – Bornes solaires »

- ❖ Avis sur la demande d'enregistrement : Plateforme de transit, site de recyclage de matériaux du BTP et installation de broyage, concassage, criblage... sur la commune de Gaillard
- ❖ Projet LIDL, Zone du Paradis – Conventions et bail emphytéotique avec la société AUTOPLEX
- ❖ Subvention – Les Amis de la Fontaine César
- ❖ Questions diverses

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Madame Annie CARRIER est désignée secrétaire de séance.

COMPTE-RENDU DES DECISIONS DE MADAME LA MAIRE

Dans le cadre des délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame la Maire, elle informe les élus qu'elle a pris les décisions suivantes :

- Lancement de la consultation pour l'opération « Aménagement d'un cheminement piéton et cyclable entre Etrembières et Monnetier-Mornex ».
Les offres des entreprises doivent être déposées avant lundi 23 juin à 17 h 00.
- Lancement de la consultation pour l'opération « Aménagement pour sécurisation du chemin de Veyrier entre l'impasse des Bergeronnettes et le passage à niveau ».
Les offres des entreprises doivent être déposées avant lundi 23 juin à 17 h 00.

PRESENTATION DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG)

Madame la Maire accueille Madame Chantal DUMONT-FELLAH, Chargée de développement territorial à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Haute-Savoie, pour présenter la convention territoriale globale (CTG).

Les missions de la CAF sont d'assurer la gestion des prestations sociales et de délivrer le juste droit, c'est-à-dire l'accès aux droits allocataires, la prévention des ruptures de droits, la sécurisation des droits et contrôles. En 2023, 614,6 millions d'euros de prestations légales ont été versées. Il s'agit également de développer une action sociale familiale visant à accompagner la vie quotidienne des familles sur les territoires. Cela prévoit une offre de service attentionnée du travail social, des dispositifs de soutien aux familles (RIAS : Règlement Intérieur d'Action Sociale), le développement et le maintien de services aux familles adaptés aux territoires, les politiques publiques partenariales. En 2023, 69,4 millions d'euros d'aides d'action sociale ont été versées.

La Haute-Savoie compte 119 830 allocataires (- 0,4 % en un an, contre - 0,6 % au niveau national), dont 29 000 allocataires frontaliers. 316 000 personnes (familles des allocataires) sont couvertes, soit environ 37 % de la population. Pour l'accessibilité, il existe 4 accueils CAF et 22 espaces France Services partenaires, et 970 équipements et services sont financés par la CAF.

La Convention Territoriale Globale (CTG) est un outil de développement du projet social global, visant à favoriser le maintien et la création de services pour les familles. C'est un engagement des communes signataires sur le territoire et de la CAF. Il s'agit d'un diagnostic partagé des besoins des habitants, et d'un suivi du respect des engagements, par des comités de pilotage.

Mais, en Haute-Savoie, la CTG n'a été signée qu'avec des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dont Annemasse Agglo, même s'ils n'ont pas la compétence Enfance.

La CAF apporte aux communes son appui et son expertise à chaque étape-clé : diagnostic territorial, montage de projets, financements (aides pour l'investissement et le fonctionnement, bonus), suivi...

Au niveau d'Annemasse Agglo, un diagnostic partagé a été réalisé en 2024, sauf avec Etrembières qui n'a pas souhaité s'associer à la démarche. Mais, les résultats n'ont pas été pertinents.

Les enjeux d'une CTG sont :

- Territorialiser l'offre globale des services (projet social adapté aux besoins du territoire)
- Favoriser la coordination entre les collectivités territoriales (dans le respect des compétences des collectivités)
- Donner du sens et gagner en efficience (logique objectifs-résultats)
- Impulser des projets prioritaires en favorisant les complémentarités
- Rationnaliser les engagements contractuels (un diagnostic objectif et unique)

La CTG est un outil au service de la dynamique partenariale et de la mise en cohérence des différentes politiques nationales et locales.

Elle vise à mettre en œuvre les politiques de services aux familles et d'action sociale dans une approche transversale et territoriale.

Les champs d'intervention de la CAF pouvant être mobilisés sont :

- Petite enfance
- Enfant et jeunesse
- Parentalité
- Animation de la vie sociale
- Insertion et accès aux droits

La CTG d'Annemasse Agglo, entre la CAF, Annemasse Agglo et les communes, sera conclue pour cinq ans, de 2025 à 2030. La démarche est d'identifier les besoins, déterminer les objectifs et les actions en déclinant le projet de l'agglomération et des communes signataires. Il

faut structurer la politique familiale en travaillant en réseau avec tous les acteurs du territoire. Le comité de pilotage est l'instance qui pilote la CTG. Le chargé de coopération territoriale est en lien avec la CAF et les collectivités pour suivre les actions inscrites dans la CTG. C'est une démarche co-construite avec les acteurs et les partenaires du territoire.

Des ateliers thématiques auront lieu le 19 juin 2025, et un comité de pilotage se réunira le 03 juillet 2025 pour valider les axes de la CTG.

Chaque commune devra prendre une délibération en septembre pour valider le projet de CTG et autoriser Annemasse Agglo à signer la convention, avant novembre afin d'assurer le versement des financements. Les délibérations devront être envoyées à la CAF.

Il est précisé que signer une CTG, c'est avoir :

- Une compréhension partagée et donc plus complète des besoins du territoire
- Une vision partagée avec les acteurs du territoire adaptée au contexte local
- Des moyens humains, techniques et financiers renforcés et plus facilement mobilisés grâce à un plan d'actions à moyen terme, de cinq ans, selon les besoins
- Plus de services à offrir aux familles pour les habitants

Quelques données statistiques sont présentées :

- Annemasse Agglo compte 92 176 habitants, 13 863 allocataires, la population couverte est de 15 680 personnes, soit 36 % couverte et un taux d'activité de 69 %. Le nombre de naissance est de 1 217, le nombre d'enfants de 0 à 2 ans est de 2 344, celui d'enfants de moins de 3 ans de 3 936, et le taux de couverture de 38 % (le taux de couverture correspondant à la capacité théorique d'accueil des enfants de moins de 3 ans par modes d'accueils formels (assistantes maternelles, salariés à domicile, accueil en crèche et école maternelle) pour 100 enfants de moins de 3 ans).
- Etrembières compte 2 612 habitants, 280 allocataires, la population couverte est de 690 personnes, soit 26 % couverte et un taux d'activité de 73 %. Le nombre de naissance est de 15, le nombre d'enfants de 0 à 2 ans est de 48, celui d'enfants de moins de 3 ans de 97, et le taux de couverture de 27 %.
- Le taux de couverture petite enfance est Haute-Savoie est de 54,7 % et en France 59 %. La différence provient de la zone frontalière, avec l'attrait des familles et des agents pour aller travailler à Genève.

Enfin, un zoom est fait sur la petite enfance.

L'offre en modes d'accueil en Haute-Savoie représente donc un taux de couverture de 54,7 %, qui est hausse, mais il reste inférieur au taux national (59 %). Il existe 2 767 assistants maternels (en baisse), 33 maisons d'assistants maternels (MAM) (attractif) et 6 404 places en crèche (à développer).

Le service public de la petite enfance (SPPE) est articulé avec la CTG. Les enjeux sont le développement de l'enfant, le soutien à la parentalité, l'égalité femmes – hommes, la réduction des inégalités, l'activité professionnelle des parents, la cohésion sociale et le développement du territoire.

Il est indiqué que les collectivités sont l'autorité organisatrice, et la CAF assure un accompagnement en ingénierie et financier. Il est effectué le recensement des besoins des parents, et l'identification des solutions d'accueil sur le territoire. Il est assuré une information

des parents, par les relais petite enfance, les services municipaux et le site monenfant.fr, afin de favoriser l'accès de tous les enfants aux modes d'accueil. Enfin, un objectif est de favoriser la qualité de l'accueil des enfants.

Les modalités d'accompagnement sont donc d'améliorer l'information de tous les parents, de soutenir et développer un accueil de qualité en crèche et l'accueil par les assistants maternels.

Les élus remercient Madame Chantal DUMONT-FELLAH pour sa présentation et ses explications claires et détaillées.

PROPOSITION D'UN PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) AUTOUR D'UN MONUMENT HISTORIQUE – EX-EGLISE NOTRE-DAME DE LA PAIX

Madame la Maire indique que la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) en date du 13 décembre 2000 a offert la possibilité de redéfinir le périmètre de protection appliqué autour des monuments historiques fixé par défaut à 500 mètres par l'article L.621-30 du Code du patrimoine.

Sur la commune, est concerné le périmètre issu du monument historique du bâtiment désacralisé de l'ex-église Notre-Dame de la Paix, inscrite par arrêté du 05 février 2021.

Conformément à la loi relative à la Liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et aux articles L.621-30 et L.621-31 du Code du patrimoine, l'Union départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de Haute-Savoie a étudié une proposition de périmètre délimité des abords (PDA), qui viendrait se substituer au périmètre des 500 mètres actuellement en vigueur autour de l'ex-église Notre-Dame de la Paix.

Ce nouveau périmètre désignerait des immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent ou qui sont susceptible de contribuer à sa conservation ou sa mise en valeur.

Ainsi, l'ensemble des zones intégrées au PDA faisaient déjà partie du périmètre de 500 mètres en vigueur. Seules les parcelles limitrophes à celle de l'ex-église Notre-Dame de la Paix sont conservées dans le nouveau périmètre de protection. Parmi elle, la première frange du lotissement du Clos de l'Echelle et de la rue de Balme. En effet, il conviendra d'assurer une veille sur ce secteur d'abords immédiats, afin de préserver les vues sur l'édifice et d'assurer sa bonne mise en valeur.

Exceptées les parcelles limitrophes à celle du bâtiment de l'ex-église, la quasi-totalité du périmètre de 500 m de protection est exclu du PDA. En effet, les abords de ce monument protégé tardivement ont fait l'objet de profondes mutations depuis le siècle dernier. Celles-ci comprennent à la fois la multiplication de constructions de morphologies pavillonnaires ou d'équipements sans co-sensibilité architecturales avec l'ex-église Notre-Dame la Paix, mais également l'émergence d'infrastructures de circulation venant rompre l'écrin paysager du monument.

La commune étant engagée dans une procédure de révision générale n° 2 de son plan local d'urbanisme (PLU), la procédure de PDA sera conjointe à celle du document d'urbanisme, avec une enquête publique unique pour ces deux projets. Un arrêté préfectoral validera ensuite le PDA.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention (Philippe ZABE) :

- **donne** un avis favorable à la proposition de nouveau périmètre délimité des abords (PDA) autour de l'ex-église Notre-Dame de la Paix,
- **dit** que la procédure de nouveau PDA sera conjointe à celle de la révision générale n° 2 du PLU de la commune, avec une enquête publique unique pour ces deux projets, du jeudi 19 juin au mercredi 30 juillet 2025 inclus.

SYANE – PLAN DE FINANCEMENT RELATIF A LA NOUVELLE OPERATION « TRAVAUX DE GROS ENTRETIEN RECONSTRUCTION D'ECLAIRAGE PUBLIC – PROGRAMME 2025 – BORNES SOLAIRES »

Le Syndicat des Energies et de l'Aménagement Numérique de la Haute-Savoie (SYANE) envisage de réaliser, dans le cadre de son programme 2025, l'ensemble des travaux relatifs à l'opération « Travaux de gros entretien reconstruction d'éclairage public – Programme 2025 – Bornes solaires ».

Le montant global est estimé à 2.674,48 €, avec une participation financière communale s'élevant à 1.577,08 € et une contribution au budget de fonctionnement s'élevant à 80,23 €.

Afin de permettre au SYANE de lancer la procédure de réalisation de l'opération, il convient que la commune approuve le plan de financement des opérations à programmer, notamment la répartition financière proposée, et s'engage à verser au SYANE sa participation financière à cette opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention (Philippe ZABE) :

- **approuve** le plan de financement et sa répartition financière, d'un montant global estimé à 2.674,48 €, avec une participation financière communale s'élevant à 1.577,08 € et une contribution au budget de fonctionnement s'élevant à 80,23 €,
- **s'engage** à verser au SYANE 80 % du montant du taux de contribution au budget de fonctionnement (3 % du montant TTC) des travaux et des honoraires divers, soit 64,18 €, après la réception par le SYANE de la première facture de travaux. Le solde sera régularisé lors de l'émission du décompte final de l'opération,
- **s'engage** à verser au SYANE, sous forme de fonds propres, la participation (hors frais généraux) à la charge de la Commune. Le règlement de cette participation interviendra après la réception par le SYANE de la première facture de travaux, à concurrence de 80 % du montant prévisionnel, soit 1.261,67 €. Le solde sera régularisé lors du décompte définitif.

AVIS SUR LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT : PLATEFORME DE TRANSIT, SITE DE RECYCLAGE DE MATERIAUX DU BTP ET INSTALLATION DE BROYAGE, CONCASSAGE, CRIBLAGE... SUR LA COMMUNE DE GAILLARD

Les élus souhaitent obtenir plus d'éléments et de précisions sur ce dossier, afin de pouvoir se prononcer en toute connaissance du sujet.

Aussi, il est décidé de reporter cette affaire à une prochaine séance.

PROJET LIDL, ZONE DU PARADIS – CONVENTIONS ET BAIL EMPHYTEOTIQUE AVEC LA SOCIETE AUTOPLEX

Avant de délibérer sur ce dossier, les élus aimeraient avoir des éléments et des explications plus détaillés.

Aussi, il est décidé de reporter cette affaire à une prochaine séance.

SUBVENTION – LES AMIS DE LA FONTAINE DE CESAR

L'association « Les Amis de la Fontaine de César » souhaite organiser la manifestation « Fête à la Fontaine de César », entièrement gratuite, les 06 et 07 septembre 2025.

Cela consisterait à la projection le samedi 06 septembre 2025 de films en soirée, avec d'éventuelles intervention avant le film du samedi soir. Il s'agirait soit d'une lecture d'environ 15 minutes, sur le cinéma, par Madame Isabelle BOSSON, comédienne de talent et bien connue de la région, et éventuellement un petit exposé d'une personne ayant travaillé à la réalisation du film « A bicyclette », qui sera projeté dès 20h30.

Le dimanche 07 septembre sera consacré à la musique et à la danse, avec la présence d'un orchestre de rock et de variétés formé de deux, voire trois musiciens provençaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention (Philippe ZABE) :

- **attribue** une subvention de 500 € à l'association « Les Amis de la Fontaine de César » pour leur manifestation « Fête à la Fontaine de César », qui se déroulera les 06 et 07 septembre 2025.

QUESTIONS DIVERSES

* Madame la Maire rappelle que la « Fête de la Musique » aura lieu le 21 juin, dans le parc des Frères Grenat, à côté de la Mairie, et compte sur la mobilisation de tous.

* Madame la Maire propose d'organiser une visite du chantier de réhabilitation de l'ex-église en centre culturel « Art'Salève », le 12 juillet à 14 h. Elle demande aux élus de répondre rapidement par courriel à la Mairie pour indiquer s'ils sont disponibles ou non à cette date.

* Madame la Maire indique que suite à la démission de Monsieur Jacky TONOLI, il est nécessaire qu'Annemasse Agglo nomme un nouveau suppléant au Comité du Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) du téléphérique du Salève. Madame Sandra SALVATGE fait part de son intérêt. Madame la Maire proposera donc sa candidature à Annemasse Agglo.

* Madame la Maire annonce que le nouveau BIME est arrivé, et qu'il sera donc distribué dans les prochains jours dans la commune.

* Madame la Maire signale que France Adot, Fédération des Associations pour le Don d'Organes et de Tissus humains, remercie la commune pour le versement d'une subvention.

* Madame la Maire informe les élus que l'enquête publique conjointe du projet de révision générale n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune et du projet de nouveau périmètre délimité des abords (PDA) autour de l'ex-église Notre-Dame de la Paix aura lieu du jeudi 19 juin au mercredi 30 juillet 2025 inclus. Le commissaire enquêteur est Monsieur Gilles FRANCK, qui assurera les permanences suivantes :

- Jeudi 19 juin de 14 h 00 à 18 h 30 à la mairie
- Vendredi 27 juin de 09 h 00 à 12 h 00 à la mairie
- Lundi 21 juillet de 09 h 00 à 12 h 00 à la mairie
- Lundi 21 juillet de 13 h 30 à 17 h 00 à la salle des fêtes
- Mercredi 30 juillet de 13 h 30 à 17 h 00 à la mairie

* Madame la Maire annonce que la prochaine séance du Conseil Municipal sera le lundi 21 juillet à 18 h 30 à la Mairie.

* Monsieur Dominique DESSEAUVE souhaite connaître les nouveaux référents des fonctions qui étaient déléguées à Monsieur Jacky TONOLI, suite à sa démission.

Madame la Maire indique que le suivi des travaux sera effectué par Monsieur Jean-Michel VOUILLOT, la gestion des services techniques par Monsieur Nicolas TEREINS, la gestion du cimetière par Madame Annie CARRIER, l'environnement et le développement durable par Madame Marine WALKER.

La séance est levée à 20 h 00.

La Secrétaire de séance,
Annie CARRIER

La Maire,
Anny MARTIN